

Communistes

www.PCF.fr

Un pacte national pour l'avenir de la France

(pp.3-4)

Vidéo



Conférence de presse - Commission d'enquête : aides publiques aux grandes entreprises

Université d'été du PGE

(p. 5)

Communistes !

Donald Trump, qui semble être en campagne électorale permanente, était jeudi dernier en meeting dans l'Iowa. Il a fustigé le vainqueur des primaires démocrates à New York, Zohran Mamdani, « Ce type est un communiste ! » puis, utilisant le nous de majesté, il a eu cette envolée : « En tant que Président des États-Unis, nous proclamons ici et maintenant que l'Amérique ne sera jamais communiste. » Ainsi voilà le communisme, pourtant déclaré cent fois mort et enterré, redevenu la bête noire des gangsters de la Maison Blanche ! C'est plutôt une bonne nouvelle. ☺

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

«MORT, OÙ EST TA VICTOIRE ?»



Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

11, 12 & 13 juillet : Université d'été du PGE au siège du PCF. Programme en ligne : www.european-left.org/event/2025-summer-university

19 juillet, à partir de 12 h : Repas fraternel des vétérans de Gironde : vin d'honneur en présence du Président national de l'amicale, Nicolas Marchand. Menu (participation 15 €) : huîtres – saucisse et crudités, viande Limousine – frites, fromage – desserts – vin – café. Merci de vous inscrire avant le 8 juillet : Pascal Bagnarol : 07 88 97 64 65 ou pbagnarol@wanadoo.fr Pierre Cléaz : 06 07 97 40 52 ou pierre-louis.cleaz33@orange.fr. Salle des Fêtes de Capeyron, Mérignac (33)

20 juillet, à partir de 10 h : Concours de pétanque en doublette pour le droit aux vacances, organisé par la section de Bresles. Inscription : 6 € par joueur. Stade de football, La Neuville-en-Hez (60)

26 juillet, à partir de 14 h : Rassemblement pour la commémoration de la Révolution cubaine. Place Jacques-Rueff, Paris (75007)

22, 23 & 24 août : Université d'été du PCF. Inscriptions en ligne : <https://questionnaires.pcf.fr/index.php/788735?lang=fr> Montpellier (34)

11 septembre, à partir de 19h30 : Grand repas de la revue *Progressistes* sur la Fête de l'Humanité. Stand de la Haute-Garonne.

13 septembre, à partir de 13h : Banquet des vétérans à la Fête de l'Huma, en présence d'Igor Zamichiei : au menu, huîtres et charcuterie, confit de canard, fromage, dessert, tarif 25 €. Inscriptions en ligne : <https://questionnaires.pcf.fr/index.php/861185?lang=fr>. Stand Auberge du Périgord.

LA BASE 217 (91)

12
13
14
Sept 2025

La Fête de l'Humanité
Le Plessis-Pâté / Breigny-sur-Orge

ADÉ • ADELE CASTILLON
ASCENDANT VIERGE
BAGARRE • CASSIUS
EDDY DE PRETTO • FIANSO
GIMS • HOSHI • KOMPROMAT
PATTI SMITH QUARTET
YOUSSEU NDOUR • YOUSSEUPHA
ET BIEN D'AUTRES ENCORE...

CONTACTEZ LES COMMUNISTES POUR OBTENIR VOS BONS DE SOUTIENS :

45€
BON DE SOUTIEN

Les bons de soutien donnent accès aux 3 jours de la Fête de l'Humanité. Ils doivent être activés avant le jeudi 11 septembre 2025.

PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
Val-de-Marne

Communistes
reprend ses parutions le 20 août
Bel été à toutes et tous

Un pacte national pour l'avenir de la France

Résolution du Conseil national du PCF, 5 juillet 2025

Le monde, l'Europe et la France s'enfoncent dans les guerres, les crises économiques, énergétiques et financières, les régressions sociales et démocratiques, le dérèglement climatique. L'humanité est à un tournant de son histoire. L'affrontement entre le capital et le travail est exacerbé. Le capitalisme, en crise systémique depuis des décennies, se montre incapable de répondre aux immenses posés à l'humanité. Ce sont les peuples qui en paient le prix par le chômage, la précarité, la dégradation de leurs conditions de vie sociales et environnementales.

L'accession de Donald Trump à la tête des États-Unis a déchaîné les compétitions entre puissances et multinationales. Le néolibéralisme et le libre-échangeisme d'hier ont révélé leurs failles, mais les logiques nationalistes et protectionnistes mènent tout autant à la catastrophe.

En France, la droite et l'extrême droite n'ont pour projet que de perpétuer un système au profit exclusif de la classe capitaliste. Elles divisent pour cela la société en attisant les peurs, la xénophobie et le racisme. Macron, le gouvernement Bayrou et leurs alliés veulent imposer une terrible cure d'austérité au pays pour les prochaines années, prévoyant 40 milliards d'euros de coupes budgétaires dès 2026. Il en résulterait une amputation des dépenses sociales et une baisse drastique des dotations aux collectivités territoriales. Face à cette politique, c'est l'extrême droite qui se rapproche du pouvoir à



mesure que nos concitoyennes et concitoyens perdent espoir. La République s'en retrouve gravement menacée dans ses principes de liberté, d'égalité, de fraternité et ses valeurs universalistes.

Ce contexte mondial et national inquiète chacune et chacun à juste titre : la peur du lendemain et le souci pour les générations à venir sont une réalité palpable et quotidienne. Cependant, nous sommes aujourd'hui des millions de citoyens, engagés ou pas à aspirer à changer la vie, des millions à vouloir que nos fins de mois riment avec autre chose que privations. Nous sommes des millions à vouloir le meilleur pour nos enfants, pour nos parents et plus largement pour toute l'humanité. Nous sommes des millions à refuser la guerre, les conflits, la mise en concurrence, la haine. Nous sommes des millions à penser que ce qui nous rassemble est bien

plus fort que ce qui nous divise. Nous sommes des millions à espérer, malgré la violence du capitalisme, que d'autres choix soient possibles. Nous sommes des millions à penser que nos mobilisations peuvent triompher face au péril de l'extrême droite.

Et les raisons d'espérer et de lutter existent. Au plan international face aux agressions impérialistes des résistances s'étendent jusque dans la société civile des États-Unis, des peuples luttent, des coopérations voient le jour. En Europe et en France, les peuples cherchent une véritable alternative aux politiques d'austérité et aux mesures liberticides. Une aspiration populaire pour une alternative majoritaire à gauche existe.

Cependant, pour être crédibles et pouvoir l'emporter, cette alternative majoritaire suppose des trans-

formations radicales et de grandes mobilisations pour les faire aboutir. Faisons grandir dès à présent les luttes pour les salaires et pour l'emploi dans l'industrie et les services publics. Nous réaffirmons notre projet communiste qui est plus que jamais d'actualité, le besoin de communisme et le chemin pour y parvenir en réactualisant le socialisme à la lumière des défis du XXI^e siècle.

L'heure est à reconstruire l'unité du monde du travail, c'est-à-dire des forces vives de la société, pour une révolution dans l'économie, dans l'écologie et dans toutes les relations entre les êtres humains. Il s'agit de (re)conquérir de nouvelles avancées sociales, féministes, écologiques et démocratiques, pour un autre ordre du monde, de paix et de coopérations entre peuples et nations libres, souverains et associés.

Le Parti communiste, la gauche tout entière doivent se fixer l'objectif de retrouver la confiance d'une majorité de citoyennes et de citoyens en répondant à leurs difficultés du quotidien comme à leurs aspirations à voir leurs vies changer profondément.

C'est avec l'ensemble du monde du travail, en lui permettant de redevenir acteur de son destin, qu'il s'agit de rassembler le plus largement et d'écrire un pacte national pour un autre avenir de la France. Telle est la condition d'une union solide et durable des forces progressistes qui doit se traduire lors des prochaines élections municipales, présidentielle et législatives.

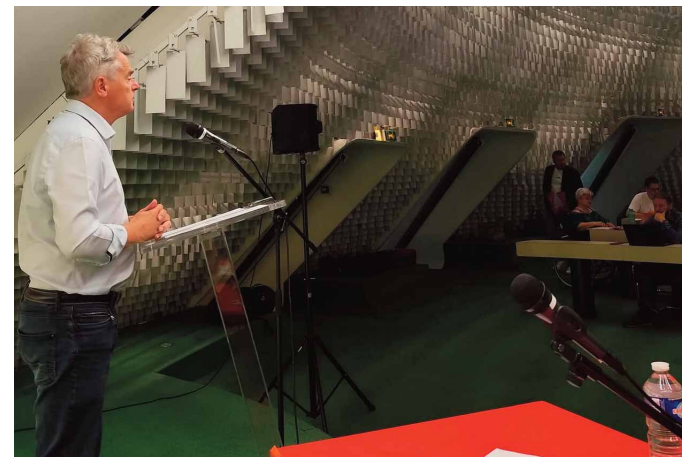
Le Parti communiste français appelle nos concitoyens et concitoyennes, le monde du travail et de la création, les forces syndicales et associatives, les organisations de gauche à agir en ce sens, à préparer une rentrée de mobilisations et à débat-

tre ensemble d'un projet alternatif pour le pays. À l'approche des élections municipales 2026, les élu-es municipaux qui œuvrent au quotidien pour les habitantes et habitants de leurs villes et villages doivent avoir toute leur place dans ce processus.

Ensemble, organisons la mobilisation :

- Contre un budget d'austérité sans précédent, contre les plans de licenciements, pour l'emploi et les salaires.
- Contre la réforme des retraites qui doit être abrogée, pour des retraites dignes et le développement de la Sécurité sociale, 80 ans après sa création.
- Contre les reculs irresponsables du pouvoir sur l'écologie, pour des mesures de justice sociale et une planification permettant de relever le défi du climat et de la biodiversité.
- Contre les guerres, l'« économie de guerre », la militarisation, pour un nouvel ordre international de paix et de co-développement de nations souveraines et de peuples libres et associés.

Le PCF, avec son secrétaire national Fabien Roussel, propose dix grands objectifs à la plus large discussion dans tout le pays. Parce que nous sommes des militants engagés, parce que nous croyons à la rencontre, aux débats, à la richesse de vos idées, nous les communistes irons vous rencontrer dès cet été et dans les mois qui viennent pour vous écouter, partager avec vous nos propositions et se nourrir de vos attentes. Nous placerons ces enjeux au cœur de la Fête de l'Humanité pour porter les alternatives à la droite au pouvoir et à l'extrême droite et nous organiserons des rendez-vous de mobilisation à l'automne.



[Le texte énumère et détaille 10 propositions]

- 1. Pour l'emploi, une retraite digne et une vraie sécurité sociale du XXI^e siècle**
- 2. Pour une France de bâtisseurs et de bâtisseuses qui développe l'industrie et les services publics :**
- 3. Pour relever le défi énergétique, climatique et alimentaire**
- 4. Pour l'avenir de la jeunesse**
- 5. Pour la réappropriation publique et sociale de la production : changer le rôle des banques, des entreprises et leur gestion pour qu'elles privilégient l'emploi efficace et la formation, ainsi qu'un autre type d'investissement**
- 6. Pour prendre le pouvoir sur l'argent**
- 7. Pour les droits des femmes et l'émancipation de chacune et chacun**
- 8. Pour un nouvel âge de la démocratie**
- 9. Pour gagner la paix et garantir les droits des peuples**
- 10. Pour une autre Europe, de nations et de peuples libres, souverains et associés**



Le texte intégral est disponible à l'adresse suivante.
https://www.pcf.fr/cn_cen

Université d'été du Parti de la gauche européenne

11-12-13 juillet à Paris

« Paix, planète, peuple : notre combat commun »

À l'heure où l'extrême droite progresse à travers l'Europe, où il semble normal que la guerre devienne la norme pour de nombreux dirigeants politiques, où la planète s'épuise sous les logiques de marché, ou les théories antiféministes et racistes se banalisent, la gauche radicale a un rôle historique à jouer : celui de construire une alternative claire, populaire, écologique, féministe, et internationaliste.

C'est dans cet esprit que le Parti de la gauche européenne organise son Université d'été 2025, les 11, 12 et 13 juillet, au siège du Parti communiste français, place du Colonel-Fabien à Paris. Pendant trois jours, élu-es, militant-es, chercheur-ses, syndicalistes, responsables politiques, venus de toute l'Europe, se retrouveront pour débattre, confronter leurs expériences, et tracer ensemble les lignes d'un projet commun.

Cette université sera aussi le lieu d'un dialogue renforcé entre les forces politiques progressistes engagées pour une autre Europe. Seront présents aux côtés du PCF et de plus de 10 membres de son Exécutif national, notamment Die Linke (Allemagne), Izquierda Unida et le PCE (Espagne), Syriza (Grèce), le PTB (Belgique), Levica (Slovénie), rifondazione comunista (Italie), la Gauche républicaine et socialiste (France) et bien d'autres...

Dans un moment de bascule pour le continent, où les réponses nationalistes et autoritaires gagnent du terrain, nous affirmons qu'une autre voie est possible : celle de la paix par la diplomatie des peuples, de la justice sociale contre l'austérité, de l'éco-

logie populaire contre le capitalisme, d'un féminisme universaliste et d'un antiracisme, face aux reculs des droits. De la gauche qui transforme, pas de celle qui pense qu'on peut s'accommoder avec le capitalisme.

Au programme : sécurité collective, droit au logement, transition écologique, plan climat européen, mémoire antifasciste, services publics, intelligence artificielle, souveraineté industrielle, luttes féministes, accueil des migrant-es, lutte contre l'extrême droite..., autant de fronts sur lesquels nous refusons de céder. Parce qu'en face, les forces de l'ordre du capitalisme des algorithmes, du repli identitaire et de la guerre s'organisent, la gauche de rupture doit bâtir son propre espace stratégique, en Europe et au-delà des frontières.

Cette université d'été n'est pas un événement parmi d'autres. Elle est un moment de construction collective, d'alliances durables, de pensée critique et d'énergie militante qui est ouverte à toutes et tous. Elle est une réponse claire à l'urgence politique en Europe.

Venez nombreux-ses pour penser ensemble l'Europe que nous voulons : une Europe des peuples, libres souverains et associés.★

Hélène Bidard

Inscriptions ouvertes – rejoignez-nous !
11-13 juillet 2025. | Paris, place du Colonel-Fabien

<https://www.european-left.org/summer-university/summer-university-2025/>



SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Beauvau des polices municipales **Le PCF appelle à la vigilance sur l'avenir des polices municipales et de leurs agents !**

Le ministre de l'Intérieur souhaite présenter un projet de loi visant à élargir les compétences des polices municipales, à la suite du Beauvau des polices municipales engagé depuis plusieurs mois maintenant.

Le Parti communiste français regrette que l'État se désengage de plus en plus de son rôle concernant la sécurité en transférant cette compétence aux communes. Nous ne sommes pas opposés par principe à l'évolution des missions de la police municipale, mais nous demandons que l'État assume pleinement ses responsabilités en matière de sécurité et de tranquillité publique, qu'il affirme le rôle central de la police nationale en lui donnant les moyens nécessaires, notamment en déployant une police de proximité.

C'est pourquoi le PCF exprime sa grande vigilance face à plusieurs dérives possibles :

- Un risque de confusion croissante entre missions de police nationale et missions de police municipale, alors que les polices municipales ne disposent ni des mêmes formations, ni des mêmes moyens, ni des mêmes statuts.
- Un danger accru de concurrence entre les territoires, de sécurité à plusieurs vitesses et de désengagement de l'État sur les secteurs les mieux dotés sans garde-fou en la matière.
- Une absence d'approche globale sur les thématiques de la sécurité se faisant au détriment des

politiques de prévention, de justice sociale et de cohésion territoriale.

- L'absence criante d'un volet social dans les discussions du Beauvau des polices municipales. Alors que les syndicats soulignent l'absence de réponses sur la revalorisation des carrières, les rémunérations, retraites, la protection statutaire et la prévention des risques professionnels, le gouvernement reste sourd aux attentes légitimes des agents.
- Un transfert de charges de l'État vers les collectivités territoriales, sans compensation financière suffisante, alors même que ces dernières voient leurs budgets constamment prélevés et leurs marges de manœuvre réduites.



Pour le Parti communiste français, la sécurité doit rester un droit garanti par l'État, avec des moyens renforcés pour la police nationale à l'heure de l'internationalisation de la criminalité, pour la justice, la prévention et les services publics. Le PCF appelle donc le gouvernement à :

- Garantir un cadre précis des compétences des polices municipales, afin d'éviter toute confusion avec la police nationale ;
- La création d'une police de proximité avec un plan d'embauches et de formation de 60 000 agents ;
- Mettre en adéquation les exigences de formation avec les missions opérées par les agents ;
- Engager un véritable dialogue social pour améliorer les conditions de travail, la formation, la sécurité et la reconnaissance statutaire des agents municipaux ;
- Stopper les ponctions financières déployées auprès des collectivités, sans quoi ce sont une fois encore les habitantes et habitants qui feront les frais des arbitrages budgétaires.

Le Parti communiste français continuera de défendre une conception de la sécurité fondée sur l'égalité républicaine, la justice sociale, la prévention et la solidarité, et restera vigilant face à toute dérive qui fragiliserait les collectivités et les droits des citoyens. ✪

Parti communiste français
Le 7 juillet 2025

Riche débat sur l'extrême droite

Le 4 juillet, 80 communistes du Val-de-Marne se sont réunis pour débattre du combat contre l'extrême droite dans les locaux de la Fédération. L'occasion aussi de partager un repas et de préparer la Fête de l'Humanité. Le débat, introduit par Özer Örtörün, secrétaire fédéral, a rassemblé Charlotte Balavoine, responsable des questions européennes au PCF, le philosophe marxiste Florian Gulli, et Benoît Roger, responsable national du développement des cellules.

Charlotte Balavoine : L'extrême droite comme réponse à la crise du capitalisme.

Charlotte Balavoine a rappelé que depuis 2008, le capitalisme est en crise structurelle au niveau mondial et tout particulièrement en Europe. Cette crise conduit à une fuite en avant impérialiste, à la conquête de nouveaux marchés et de ressources. Les dogmes libéraux européens ne suffisent plus à maintenir les profits. En réponse, l'extrême droite devient un recours pour les bourgeoisies européennes, notamment les fractions les plus arriérées dans l'intégration à la finance internationale. Elle cite des exemples comme Georgia Meloni en Italie et Viktor Orban en Hongrie, qui appliquent les politiques les plus libérales, tout en s'alignant sur l'impérialisme américain. Donald Trump soutient ces mouvements d'extrême droite. Charlotte Balavoine insiste sur la nécessité d'une réponse communiste, qui rompe avec le capitalisme et les dogmes européens, pour convaincre les couches populaires et faire reculer le fascisme, qui n'est qu'un faux adversaire du capitalisme.

Florian Gulli : Le vote « Rassemblement national » ne peut pas être résumé à un vote raciste.

Le vote Rassemblement national (RN), qui explose à

chaque fois que la gauche est au pouvoir et déçoit, ne se résume pas à un vote raciste. Il réfute l'idée de certains intellectuels ou dirigeants de gauche, comme Jean-Luc Mélenchon, qui estiment que tous les électeurs du RN sont irrécupérables. Florian Gulli note l'augmentation du vote RN dans des territoires comme les Antilles ou Mayotte, et rappelle que le vote RN peut aussi être une réponse à l'abandon des services publics et à des préoccupations sur la sécurité. Selon lui, ne pas répondre à ces aspirations en offrant une réponse communiste, c'est laisser le champ libre à l'extrême droite. Il critique une gauche trop déconnectée des réalités populaires et qui évite de faire son autocritique. Pour Gulli, le travail idéologique est nécessaire pour être crédible sur des thèmes abandonnés aux fascistes et renouer avec le combat de classe.

Benoît Roger : La lutte contre l'extrême-droite est une lutte de terrain !

La lutte contre l'extrême droite doit se mener sur le terrain. Dans le Pas-de-Calais, où l'extrême droite prospère, le sentiment d'abandon a fait basculer une partie de l'électorat populaire vers le RN. Il a précisé que ce phénomène se développe en dehors des structures militantes, dans des cadres comme les familles, les petites entreprises ou les bistrots. Le combat antifasciste doit être lié au combat de classe, car le petit patronat joue un rôle central dans la diffusion des idées du RN : « on paie trop de charges » ; « les assistés coûtent trop cher »... En réponse, les communistes du Pas-de-Calais ont réactivé des pratiques historiques du Parti, comme la constitution de cellules et le porte-à-porte de masse, pour rencontrer les habitants. Ces efforts ont porté leurs fruits, avec 5000 voix supplémentaires aux législatives de 2024 et la reconquête de



cinq cantons en 2021. Cependant, Benoît Roger reconnaît qu'il reste des lacunes, notamment sur des sujets comme les retraites et l'emploi, où la gauche a déçu. Il appelle à renforcer le travail de terrain et l'organisation pour lier la lutte antifasciste à la bataille contre le capitalisme. Cette introduction riche – ici très résumée – a ensuite été enrichie par des interventions de militants communistes, syndicaux et de ceux engagés dans le logement social, qui ont apporté des témoignages et des réflexions sur les enjeux locaux.✱

**Tristan Lecointe
Thomas Liechi**

Samedi 5 juillet, pour clore le mois des fiertés en Lorraine, c'est à Épinal qu'il fallait être

Co organisée par le MJCF 88, la fédération des Vosges du PCF et l'Ud CGT Vosges, une première marche des fiertés a rassemblé plus de 400 personnes.

C'est dans une ambiance très festive que les jeunes et moins jeunes se sont retrouvés dans le parc du cours pour écouter les discours des organisations présentes (MJCF 88, MJCF 25, MJCF 70, PCF, CGT, Fransgenre, LFI, Association LGBTQIA+,) avant de partir en manifestation dans les rues d'Épinal avec une batucada venue donner de la joie et du rythme le long du parcours.

Et puisque ce moment politique fort est aussi un moment culturel et militant pour la cause LGBTQIA+ des étudiants de l'école d'art d'Épinal sont venus clore cette belle journée ensoleillée par un superbe spectacle de Drag.

L'occasion aussi pour la fédération des Vosges du



PCF de rappeler les valeurs qui nous animent. Dans son discours la secrétaire fédérale s'est dit satisfaite de voir une si belle assemblée mais a rappelé que le combat pour l'égalité n'est pas encore gagné et qu'il nous faut encore lutter pour la reconnaissance des droits LGBTQIA+. Et de saluer le travail de la commission Fières et Révolutionnaires. Un grand bravo pour les propositions revendicatives et offensives qui ont trouvé écho à Épinal ce samedi. Ce mois des fiertés en décalé dans les Vosges s'est terminé d'une bien belle manière pour cette première édition vosgienne. Avec un espoir fort que même en ruralité chacun peut avoir droit à l'égalité sans distinction de sexe, d'orientation sexuelle, d'identité de genre. 🌈

Sandra Blaise



Communistes

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19°
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Amado Lebaube, Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

BAL POP DE L'UEC

12-13 juillet

Comme chaque année, l'Union des étudiants communistes organise un bal des étudiants place des Abbesses à Paris, entre programmation musicale gratuite et autres animations !

Samedi 12 juillet, le discours d'inauguration de 19 h précèdera le concert de la chanteuse Alizée. Place ensuite aux Énergiques du groupe Les Moyens en production ! Dj Nahuen enflammera finalement la place d'airs latinos jusqu'à 1 h.

Dimanche 13 juillet, de retour avec une braderie solidaire à 12 h, suivie d'un tournoi d'échecs associatif l'après-midi à partir de 14 h. Les cuivres du Heights Brass Band égayeront les cœurs à 18h30, avant de laisser la place à Guesney et Dj Yacine pour clôturer les festivités. 🌟

LE BAL POP'
13h-01h **GRATUIT** Place des Abbesses
12 - 13 juillet 2025

GUESNEY · DJ NAHUEN
DJ YACINE · ALIZÉE
HEIGHTS BRASS BAND
LES MOYENS EN PRODUCTION

RESTAURATION · BAR
TOURNOIS D'ECHECS

UNION DES ETUDIANTS COMMUNISTES

PLUS D'INFO SUR INSTA

ON VOUS ATTEND !



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

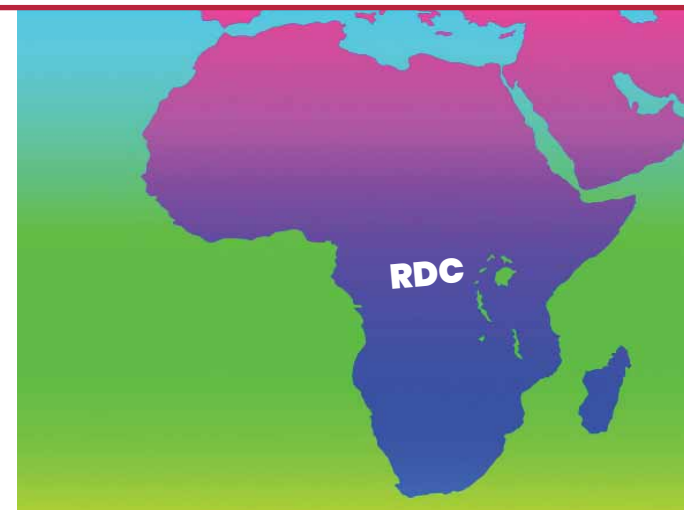
NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Paix en trompe-l'œil dans les Grands Lacs : **décryptage critique de l'accord RDC- Rwanda**



Le 27 juin 2025, à Washington, les ministres des Affaires étrangères de la République démocratique du Congo (RDC) et du Rwanda ont signé un accord de paix, sous l'égide du président américain Donald Trump. Célébré par certains comme un jalon diplomatique majeur, ce traité est pourtant loin de faire l'unanimité. Pour nombre d'observateurs, il s'inscrit davantage dans une logique de marchandisation de la paix que dans une perspective de justice et de souveraineté réelle pour les peuples de la région. Ce qui se joue dans les Kivu, depuis près de trois décennies, ce ne sont pas de simples escarmouches frontalières, mais une guerre transnationale de prédation minière, orchestrée par des puissances voisines et des multinationales et couverte par l'impunité la plus totale.

Le théâtre d'un conflit d'intérêts masqué

Derrière les sourires de façade de la Maison Blanche, les lignes de l'accord révèlent une architecture asymétrique. D'une part, il exige de Kinshasa la neutralisation du groupe armé FDLR exutoire commode pour Kigali qui justifie ainsi sa présence militaire sur le sol congolais. D'autre part, il ne fixe aucune échéance



contraignante pour le retrait effectif des troupes rwandaises, pourtant qualifiées d'« occupantes » dans la résolution 2773 du Conseil de sécurité de l'ONU. Pis encore, les signataires omettent soigneusement d'im-

pliquer les principaux protagonistes sur le terrain, comme le M23, pourtant à l'origine de la plupart des récentes conquêtes territoriales dans le Nord et le Sud-Kivu.

— PLANÈTE —

Cette approche bilatérale, vantée par Donald Trump comme un « glorious triumph », passe sous silence la dimension régionale du conflit, où se croisent les ambitions du Rwanda, de l'Ouganda, du Burundi et de bien d'autres acteurs officiels ou informels. Elle exclut également toute mention des crimes de guerre documentés, des millions de morts depuis les années 1990 et des pillages systématiques de ressources orchestrés par des armées régulières comme par des groupes rebelles. La tentative de faire passer cet accord pour un processus de pacification s'apparente, à bien des égards, à une opération de blanchiment géopolitique.

Une paix sans justice : le piège de l'impunité

Une des critiques adressées à cet accord est l'absence de traitement judiciaire des crimes commis. Le rapport Mapping de l'ONU, publié en 2010, répertoriait plus de 600 violations graves du droit international entre 1993 et 2003. Il recommandait la mise en place d'un mécanisme mixte de justice internationale. Quinze ans plus tard, aucun tribunal n'a vu le jour, et les acteurs incriminés siègent toujours à des postes de responsabilité dans leurs pays respectifs. Comment croire à la sincérité d'un processus de paix qui ne nomme pas les agresseurs, qui ne reconnaît pas les victimes. La RDC est sommée de « neutraliser » certains groupes, pendant que l'on laisse le M23 administrer des villes conquises, exporter du coltan via Kigali, et renforcer ses positions militaires.

Par ailleurs, les implications économiques de l'accord ne trompent personne. Le président Trump ne cache pas son objectif : sécuriser des « droits miniers » pour les compagnies américaines. À peine l'accord signé, les mines de Rubaya et Lueshe – riches en coltan et aujourd'hui sous contrôle rebelle – sont déjà citées parmi les zones que Washington souhaite ouvrir aux

entreprises américaines. Le slogan « From aid to trade », repris cyniquement par les diplomates américains, fait ici figure de cynisme néocolonial. Une paix qui s'échange contre des concessions minières n'est qu'un marché léonin, où les peuples n'ont pas voix au chapitre.

Pour une paix des peuples, contre le marchandage entre élites

Le Parti communiste français, fidèle à son combat anticolonialiste, appelle à une mobilisation solidaire autour des aspirations du peuple congolais. La paix ne peut résulter d'arrangements entre élites soutenues de l'extérieur : elle doit incarner la souveraineté populaire, s'appuyer sur une économie endogène, un État social refondé, la justice pour les crimes passés et le respect de la dignité humaine.

Nous soutenons les forces démocratiques qui réclament le retrait immédiat des forces étrangères du territoire congolais, l'abandon de toute logique de pillage, et l'instauration de mécanismes populaires de contrôle sur les ressources naturelles. Nous exigeons la mise en œuvre de la résolution 2773 du Conseil de sécurité et l'engagement ferme de la communauté internationale à soutenir la création d'un tribunal pénal international pour la RDC, tel que l'envisageait le rapport Mapping.

Non, l'Afrique ne peut pas être le marché des minerais critiques d'une transition énergétique pensée ailleurs, ni le terrain de jeu diplomatique de puissances en quête de trophées géopolitiques. La paix véritable est une paix de justice, pas un marchandage de résignation. ✊

Collectif Afrique du secteur international du PCF

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS DU TRAVAIL

Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF



**À retrouver dès maintenant
en librairie ou sur boutique.pcf.fr**